

Si on voyait le bout du tunnel ?

Nous sommes à un moment charnière où le monde peut basculer. Avec les va-t-en guerre Poutine, Trump, Netanyahu la guerre n'a jamais été aussi proche de nous. Ils utilisent l'ingérence, la guerre pour défendre leurs propres intérêts et ceux des milliardaires réactionnaires dont ils en font partie. La loi du plus fort est imposée à de nombreux peuples entre autre l'Ukraine, Gaza, Congo, Venezuela, Iran, LibanCuba. Le droit international est bafoué, remis en cause.

Au delà des atrocités subies par ces peuples, les alliés du capital spéculent et font des profits sur leur dos, notre dos notamment dernièrement sur l'envolée des prix du carburant. En fait, les peuples ne servent que de monnaies d'échange.

Trump en créant « son conseil de la paix », ne fait que remettre en cause l'ONU créée à la sortie de la dernière guerre mondiale. L'Europe, la France, ciblées par l'extrême droite internationale, dans ce conteste sont illisibles, invisibles alors qu'elle (la France) devrait porter une autre voix dans le monde. Celle de la paix, la coopération, la justice sociale, environnementale, la souveraineté industrielle et numérique au service des travailleurs et travailleuses.

Ces enjeux touchent directement l'emploi, la réindustrialisation, les conditions de travail, les salaires, la maîtrise des technologies et de l'intelligence artificielle. Pour preuve, la bataille des Vencorex « pour produire made in France, produire local » pourtant balayée d'un revers de main par Macron et renvoyés à France Travail alors qu'ils avaient un projet bien ficelé, chiffré. Au suivant pas de temps à perdre !

Le rapport OXFAM 2026 sur les inégalités, rappelle que les richesses n'ont jamais été aussi importantes. La barre des 3000 milliardaires a été franchie en 2025 et leur fortune a augmenté de 81 % depuis 2020, alors qu'une personne sur quatre n'a pas de quoi manger.

En France le gouvernement accélère une course à la guerre avec des budgets militaires colossaux alors que les services publics, la santé avec l'hôpital se meurent faute de moyens financiers.

La montée de l'extrême droite dans le monde, en France s'inscrit dans les mutations profondes du capitalisme d'aujourd'hui, notamment financier, dans l'autoritarisme. Cette extrême droite est la pire ennemie des salarié(e)s

Quelques exemples de vote RN à l'Assemblée Nationale qui touchent directement les salarié(e)s : **contre** l'augmentation du SMIC et l'indexation des salaires sur les prix, **contre** la taxe Zucman, **pour** supprimer le monopole des syndicats au premier tour des élections CSE, **pour** le travail le 1^{er} mai, **pour** le durcissement des droits au chômage, **pour** la loi Duplomb qui accentue les pollutions et risques pour la santé.

L'Extrême droite avec son soutien le plus radical au MEDEF !

S'opposer au RN, Maréchal Le Pen voudrait s'inspirer de l'ICE américain en France.

Pourquoi avons-nous tant de mal à convaincre les salarié(e)s que l'extrême droite n'est pas une alternative crédible pour personne ? Comment réagir aux pires attaques si le RN arrivait au pouvoir en 2027 avec un ministère de la justice entre ses mains ?

Une autre page de l'histoire est entrain de s'écrire, les tâches brunes sont aux portes du pouvoir, il est capital de réagir. Nous connaissons tous et toutes la devise des réactionnaires « mieux vaut Hitler que le front populaire » Si Hitler n'est plus là les tâches brunes, elles, sont de plus en plus nombreuses !.

La fachosphère près de chez nous

Nous n'entendons plus parler des municipales, un petit retour sur les résultats qui auront leur importance pour les sénatoriales de septembre 2026 et les présidentielles de 2027.

A Lyon Le développement des identitaires (sources Rue89Lyon) : « Ces dernières années, Lyon a notamment été la plaque tournante nationale de trois organisations d'extrême droite) : **le GUD** devenu **Bastion Social**, **les Jeunesses nationalistes** (tendance nationaliste) et **Génération Identitaire** (d'obédience régionaliste et identitaire).

Le **Bastion Social** est l'émanation de la vieille organisation étudiante d'extrême droite, **le GUD** (Groupe Union Défense) avec le soutien de **Bruno Gollnisch**, membre du Front National et professeur à l'université Lyon 3. Il a possédé un local à Lyon sous le nom du **Pavillon Noir**.

Le Bastion Social, devenu Lyon Populaire et Audace Lyon, des néonazis organisent des concerts de Black Metal et de combats de free fight.

Le mouvement **Génération identitaire** est lui aussi présent de longue date à Lyon. Le **siège national** de l'organisation Génération identitaire est **basé à La Traboule, dans le Vieux Lyon**. À l'adresse même du bar associatif et militant de l'organisation.

À côté de ces deux organisations aujourd'hui dissoutes, on trouve également dans la période récente d'autres groupuscules d'extrême droite. Comme les royalistes de l'Action Française, présents notamment lors de manifestation de La Manif pour tous ou anti-IVG.

Des actions violentes de l'extrême droite sont menées dans les rues de Lyon : la présence des groupuscules d'extrême droite à Lyon ne s'arrête pas à leurs différents locaux. Leurs militants mènent aussi des actions dans les rues de Lyon.

Le Vieux Lyon en a été souvent le théâtre contre des associations du quartier ou des gens de passage. Lors d'affrontements contre des groupes de supporters anglais ou d'agressions « politiques » contre des personnes réputées d'extrême gauche. Ou bien encore lors d'agressions à caractère homophobe ou raciste. Des agressions qui peuvent se faire à coups de couteau comme en 2014. Ce genre d'attaques a pu se produire dans d'autres quartiers de Lyon, comme la Croix-Rousse, mais aussi à Villeurbanne.

Des locaux d'organisations politiques ont également connu des dégradations. C'est le cas notamment des locaux du Parti communiste, de la CGT ou de la Confédération Nationale du Travail (CNT).

Certains lieux réputés antifascistes ont aussi été la cible de militants d'extrême droite. Comme la librairie La Plume Noir située dans les pentes de la Croix-Rousse, plusieurs fois attaquée. ainsi que radio Canuts. Au printemps 2021, des membres de l'extrême droite ont attaqué la manifestation pour la fierté lesbienne à Lyon.

Officiellement, le parti de Marine Le Pen maintient une ligne jaune avec les franges plus radicales de l'extrême droite. Toutefois, dans les faits, les liens sont parfois étroits.

Le RN sous-traite, en quelque sorte, la « gestion de la rue » aux identitaires. Marion Maréchal a fondé l'ISSEP, une école privée de « sciences politiques » à Lyon qui a pour but de former les cadres de l'extrême droite de demain notamment dans une logique de convergence des droites qu'elle appelle de ses vœux. Elle se rend par ailleurs régulièrement à des rencontres de cercles de réflexion proche des identitaires.

Février 2026 : mort de Quentin Deranque suite à une bagarre rangée et préparée en marge d'une conférence de Rima Hassan à Sciences-Po en soutien d'une provocation des fémonationalistes de Némésis avec Alice Cordier (chef de ce groupe identitaire) en organisant un guet-apens contre les antifas.

«Une offensive médiatique brune pour faire d'un néonazi un saint martyr » avant de rétrocéder. **Et le 18 février**, la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, a demandé une minute de silence, bien suivie, en mémoire «du jeune Quentin».

Némésis s'est déjà fait connaître antérieurement comme le 26 novembre 2022, lors d'une manifestation contre la violence faite aux femmes. Deux militantes du collectif identitaire Némésis, protégées par des militants d'extrême droite agressent des manifestantes.

Il faut l'avoir en mémoire dans la suite de nos combats.

En mars 2020, 20 villes ont été conquises par le RN. En mars 2026 ce sont 57 villes de plus de 3500 habitants. En 2020 c'était 827 élus. En 2026 ce sont 3121 élus. Leurs voix pèseront dans les élections des grands électeurs en septembre pour les sénatoriales ainsi pour les parrainages à la présidentielle de 2027.

Actuellement au Sénat, ils sont 3. Leur objectif est de constituer un groupe. Pour cela il leur en faut 7 de plus.

Les plus forts résultats se trouvent en Provence-Côte d'Azur, les Hauts de France et Est (Moselle).

Mi avril, à Liévin passé RN, le nouveau maire a décidé de supprimer la cérémonie du 1er mai qui est un hommage particulier dans cette ville comme aux 42 mineurs qui ont été tués par le coup de grisou du 27 décembre 1974.

Toute «la grande presse*», aux mains des Bolloré, Arnault, Saadé et Niel, a titré sur «la percée historique du RN» ; que «le RN s'est installé dans le paysage» ou que «le RN poursuit sa conquête des villes et s'implante» en reprenant leur discours.

La presse a abondé sur le succès du RN dans les villes moyennes mais en occultant qu'il n'a rien pu prendre de grandes villes de plus de 100 000 habitants.

IL ne faut pas faire abstraction de l'énorme campagne de soutien politique, médiatique et financier dont il a bénéficié.

C'est un avertissement pour les mois à venir parce que cette démagogie va continuer.

Article écrit par Bernard Pernot. La suite le mois prochain.

Le droit des patients bafoué.

Une démocratie repose notamment sur le respect des droits de ses citoyens définis par une constitution. Rappelons que l'alinéa 11 du Préambule de la Constitution de 1946, toujours en vigueur, est ainsi rédigé :

" La Nation garantit à tous, notamment à l'enfant, à la mère et aux vieux travailleurs, la protection de la santé, la sécurité matérielle, le repos et les loisirs ". Force est de constater aujourd'hui que ce droit n'est pas respecté quand on lit le dernier baromètre publié par France Assos Santé, organisme qui regroupe la très grande majorité des associations représentant les usagers du système de santé.

Le constat est sans appel : les Français connaissent mieux leurs droits en santé, mais ils rencontrent davantage de difficultés pour les faire respecter, surtout sur l'accès aux soins. Ainsi, 4 Français sur 10 disent avoir eu des difficultés à obtenir un rendez-vous médical sur les 12 derniers mois. Les obstacles cités sont des délais trop longs, des refus de consultation et la difficulté à trouver un médecin spécialiste en secteur 1.

En effet, les dépassements d'honoraires deviennent un problème majeur avec 43 % des personnes interrogées qui disent y avoir été confrontés. Il s'agit d'une moyenne qui ne reflète pas la réalité dans les grandes métropoles, notamment à Paris où 80 % des spécialistes pratiquent des dépassements d'honoraires.

Si les Français gardent globalement confiance dans les professionnels de santé, ils critiquent très largement la politique menée ces dernières décennies. Les sujets qui les préoccupent le plus sont les déserts médicaux et la fermeture des hôpitaux en proximité, les politiques du numerus clausus identifiées comme une des principales causes des difficultés actuelles.

Un autre élément important à souligner est que la santé devient un sujet de pouvoir d'achat, de proximité et de justice sociale. Les attentes sont ainsi fortes concernant la régulation de l'installation des médecins, la fin des dépassements d'honoraires et le maintien d'un maillage hospitalier territorial.

La question financière émerge aussi fortement notamment avec l'explosion du prix des complémentaires, en particulier chez les retraités.

La santé est devenue un enjeu politique fort en termes de droits et de sécurité. Or nous pouvons constater la faiblesse du débat sur cette question, qui est largement invisibilisé, tant dans les médias que dans les expressions de la plupart des organisations politiques, au profit notamment de la seule sécurité publique. Or la première sécurité est surtout de pouvoir vivre dans le meilleur état de santé possible.

Or force est de constater qu'au-delà de la mise en avant de quelques informations d'actualité vite oubliées, il n'existe aucun débat de fond sur l'avenir de notre système de santé. C'est une grave erreur politique. Car toutes les enquêtes d'opinion montrent que les citoyens sont très majoritairement en attente de projets qui s'appuient sur un grand service public et un financement solidaire à 100 % par la Sécurité sociale.

LA CHRONIQUE DE
CHRISTOPHE
PRUDHOMME
MÉDECIN URGENTISTE



1er Mai, ses sources

Le 1er Mai est né en 1889 dans le giron de l'internationalisme socialiste. Dès 1890, des mobilisations importantes ont lieu dans de nombreux pays. En 1906, la CGT fait de cette journée le point d'orgue de sa mobilisation en faveur de la journée de huit heures. Le 1er Mai devient alors un rendez vous de rassemblement et de combat pour la classe ouvrière. Aujourd'hui, avec l'austérité qui frappe partout en Europe les populations les plus fragiles, cette journée prend un relief particulier. Plus que jamais, **le 1er Mai doit être un moment de lutte et d'unité pour les travailleurs.**

Repères chronologiques

- 1890: Premières manifestations du 1er Mai. Le caractère universel et la force des mobilisations donnent un retentissement considérable à cet événement.
- 1891: Le drame de Fourmies. L'armée tire sur la foule rassemblée. Les premiers martyrs de la journée internationale des travailleurs.
- 1906: La CGT fait du 1er Mai 1906 le point culminant de son action en faveur de la journée de huit heures.
- 1919: Loi sur la journée de huit heures.
- 1936: Le 1er Mai 1936 sera le cadre d'arrêts massifs du travail et de puissantes manifestations qui annoncent les grèves généralisées.
- 1941: **Le 1er Mai devient la Fête du Travail et de la Concorde sociale. Le muguet succède à l'églantine.**
- 1947: Le 1er Mai devient un jour férié, obligatoirement chômé et payé.
- 1967: Après près de quinze ans d'interdiction de défiler à Paris, la CGT décide pour le 1er Mai de reconquérir les rues de Paris en lançant un appel à manifester de la République à la Bastille.
- **2002: 1er Mai est marqué par la marée humaine défilant dans les rues sur l'ensemble du territoire français à la suite de la qualification de Jean Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle.**

À compter de 1876, la propagande de Jules Guesde en faveur de la révolution et du collectivisme commence à toucher les masses ouvrières.

La dimension internationale du 1er Mai. Poser cette question relève du truisme, tant la fête des travailleurs revêt par essence un caractère internationaliste. Certes, il a fallu situer un événement déclencheur - les grèves et les morts de mai 1886 au Haymarket Square de Chicago -, affirmer une volonté politique forte - lors du congrès de la IIe Internationale à Paris en 1889 -, se lancer dans une répétition générale - et déjà mondiale en 1890. Mais le 1er Mai est par définition détaché de toute nation ou de tout peuple. De nombreux pays le célèbrent officiellement, parmi les jours fériés et payés : c'est bien sûr le cas en France, mais aussi en Allemagne, en Italie, dans certains cantons suisses, au Liban, en Tunisie, dans de nombreux pays d'Amérique latine ou d'Asie. La Russie soviétique fut le premier pays à inscrire l'événement dans son calendrier officiel, à la suite de la révolution de 1917. A la dislocation de l'URSS en 1991, la plupart des États nouvellement indépendants le conserveront. Beaucoup de pays est-européens l'ont en revanche abandonné. Enfin, certains pays ont préféré ignorer, voire même réprimer sa célébration, tout en le concurrençant par une fête du travail anti-1er Mai: au Japon, c'est le 23 novembre qui se retrouve férié, aux États-Unis, la fête du travail le premier lundi de septembre a été lancée pour contrebalancer l'influence grandissante de ceux qui souhaitent commémorer les travailleurs tombés à Chicago en 1886.

Pierre COUTAZ Membre du bureau de l'IHS-CGT

Le premier mai est à nous ! Nous exigeons l'arrêt des guerres et une paix juste et durable dans le respect du droit international. Nous manifesterons notre solidarité avec des millions de travailleurs et de travailleuses qui se trouvent sous les bombes. Il y a urgence de sortir de cette surenchère guerrière. La France et l'Europe doivent s'affirmer pour imposer un agenda de paix et de désarmement, défendre l'ONU et le droit international.

Contre la division qui affaiblit les travailleurs et détourne la légitime colère, nous refusons la banalisation du racisme, de l'antisémitisme, du sexe et des LGBT phobies.

Face à l'extrême droite qui se nourrit des crises qu'elle provoque, à Roussillon nous avons appelé à un 1^{er} mai populaire et unitaire qui s'est terminé par une pella géante et un moment convivial qui a réuni toutes les générations !

Votre correspondant:

Nom :

Tél :

**La prochaine réunion de notre collectif aura lieu
Le Lundi 01 JUIN 2026 à 8h45 précises
Au foyer Henri BARBUSSE**

<http://www.cgtretraiteroussillon.fr/>